

Micheline Centlivres-Demont

Les femmes dans le conflit afghan

Thème d'actualité s'il en est, la situation des femmes fait partie des sujets toujours abordés lorsqu'on parle du changement social au Moyen-Orient. En Afghanistan, la tension entre les milieux modernistes – élite intellectuelle, universitaires, cercles dirigeants laïcs – et les milieux opposés à l'occidentalisation des moeurs – mullahs et notables religieux, petite classe moyenne urbaine – est récurrente depuis les années 20. Du roi réformiste Amanullah (1920-29) au président de l'Afghanistan révolutionnaire, Nur Mohammed Taraki (1978-79), le pouvoir a tenté à plusieurs reprises de changer la condition féminine par en-haut, par exemple au moyen de décrets limitant le port du voile au domaine privé, abolissant la dot, imposant l'éducation mixte. Le changement des moeurs, encouragé ou instauré, qui se poursuivait par les régimes successifs et les réformes, outre la résistance qu'il rencontra en général, mit beaucoup de temps à se répandre dans la population rurale.

Lorsqu'on considère la condition de la femme, on ne prend en compte généralement que sa position légale et la place qu'elle occupe ou n'occupe pas dans la vie urbaine publique et privée; on oublie trop souvent la position réelle des femmes dans le monde rural où vit la majorité d'entre elles, en particulier son rôle dans la production et dans le groupe domestique. La situation des femmes afghanes dans un contexte de transition et de crise a fait l'objet d'un certain nombre d'études de femmes anthropologues, la plupart d'entre elles travaillant comme consultant auprès d'Organisations internationales et d'ONGs (Centlivres-Demont 1994; Christensen 1990; Doubleday 1988; N. Dupree 1988 et 1992; Howard-Merriam 1987; Kaldor 1988; Moussard 1987; Terrenoire 1987).

Depuis le début des années 80 et jusqu'en 1992, les circonstances de la guerre et de l'exil

ont conduit à un émiettement du groupe familial: les hommes jeunes étaient au combat ou à l'étranger, les vieillards, les femmes et les enfants qui ne restaient pas dans les villages étaient souvent dispersés dans un exil intérieur ou se réfugiaient au Pakistan. Cet éclatement de la famille a pu remettre en question une certaine conception de la famille et mettre en danger la reproduction sociale. Dans l'exil du Pakistan, la femme s'est trouvée confrontée à la cohabitation forcée avec des gens d'origines différentes, à un habitat précaire et resserré préservant mal l'espace privé et donc à un confinement accru.

Autre changement: alors que l'usage voulait, chez les pachtounophones en particulier, que les veuves restassent dans la famille de leur mari défunt, surtout si la jeune veuve était sans enfant – prix de la fiancée et lévirat obligent –, la désocialisation due à la guerre conduit à un repli sur le groupe consanguin, donc à un retour des jeunes veuves dans leur propre famille. Nancy H. Dupree souligne pour sa part, dans un article sur la famille afghane exilée (1988: 29 ssq), que la cohésion familiale fonctionne toujours «as the single most powerful sustaining force among Afghan refugees»; par ailleurs, au cours des années, les rôles masculins tendent à se transformer, vu la crise de l'autorité paternelle et les faibles possibilités de l'emploi offertes à la jeune génération.

De 1980 à 1992, dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan, les femmes forment la majorité des adultes (28% contre 25% d'hommes). Pour les raisons énoncées plus haut, la guerre et l'exil ont renforcé les normes culturelles relatives à la place de la femme dans la société, et entre autres, la stricte séparation entre hommes et femmes, le *pardah*. Les femmes mariées n'ont guère l'occasion de sortir du précaire espace d'habitation pour aller, comme c'était le

cas en Afghanistan avant la guerre, au jardin, à la rivière, en pèlerinage sur la tombe d'un saint ou en visite chez les voisins. La vie dans les camps n'a pas aboli toute vie sociale; il y a les mariages, les enterrements, les fêtes, mais les occasions de sociabilité féminine ont diminué, pour les femmes issues du monde rural du moins, vu leur quasi-absence de la production; il s'ensuit que les visites au dispensaire réservé aux femmes selon une certaine périodicité dans les camps prennent une importance particulière. La condition de la femme est influencée négativement par les conditions de l'exil en milieu inconnu, dans des régions tribales où domine une conception extrême de l'honneur masculin. Cependant, grâce à une meilleure surveillance médicale, la situation sanitaire des femmes et spécialement des parturientes s'est améliorée. La mortalité infantile a baissé, non seulement par rapport à ce qu'elle était en Afghanistan, mais elle est aussi inférieure à celle des populations rurales pakistanaïses. Ce n'est pas sans difficultés ni sans conflits que les ONGs et les Organisations internationales ont mis sur pied des programmes d'assistance afin de donner aux femmes accès aux services de santé et à l'éducation, de former des cadres féminins et de permettre aux veuves de s'autonomiser et de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ces activités ne sont possibles que dans la mesure où elles se font au domicile des femmes ou à proximité des camps là où le *pardah* peut être garanti.

C'est que les valeurs implicites ou explicites des ONGs occidentales s'opposent d'une façon parfois agressive à celles qui soutiennent le mode de vie traditionnel et impliquent que soit développée l'autonomie féminine dans la gestion de leur condition de réfugiées et cela vis-à-vis du monde masculin. «It is important to bear in mind that opposition to women's programmes does exist and to understand its nature... Because deeply rooted opposition by religious conservatives results in verbal and physical abuses, the antifeminist campaigns can, and do, impede programmes.» (N. Dupree 1992: 5)

Nous avons pu constater la difficile adaptation des femmes afghanes, souvent scolarisées sous le régime précédent, désormais privées d'emplois, et qui ont perdu dans l'exil une autonomie péniblement gagnée au cours des années de guerre. Les femmes qui avant leur départ en exil étaient lycéennes ou étudiantes à Kaboul (il y avait 983

étudiantes à l'Université de Kaboul en 1974, soit 11% de l'effectif total) et qui dans les années 60 et 70 sortaient tête nue, allaient au cinéma avec leurs amies, supportent très difficilement aujourd'hui la contrainte du *pardah*. La relative liberté de mouvements, d'études et d'emplois vécue en Afghanistan avant guerre ou sous le régime communiste a disparu dans l'exil et dans l'Afghanistan de l'actuelle République islamique. Les pères et frères, ces derniers surtout, exercent un contrôle sévère sur les caractères alléés et venues. Bien entendu, ce sont les femmes originaires de Kaboul et issues de l'ancienne élite urbaine qui souffrent le plus de cette situation.

Dans les années quatre-vingts, plusieurs écoles de filles et même des écoles secondaires ont été mises sur pied aussi bien par le HCR que par les partis politiques de la résistance afghane, ces derniers insistant sur le caractère obligatoire, selon l'islam, d'une telle éducation, la condition étant qu'elle se fasse séparément pour les garçons et pour les filles. Cependant, le pourcentage des filles suivant l'école est très bas et les petites écolières quittent en général l'école après deux ou trois ans d'études.

On ne peut manquer de remarquer une régression de la condition des femmes selon les normes modernistes et progressistes. Cette régression se manifeste tant sur le plan des normes que sur celui des pratiques et des opportunités. Leur émancipation, commencée sous Amanullah (1920-29) avait, après des coups d'arrêt, repris sous Zaher Shah (1933-1973) à l'occasion du ministère Daoud (1953-63); elle impliquait un accès croissant à l'éducation et à la vie publique et politique active. Entre 1978 et 1992, sous le gouvernement communiste de Kaboul, une certaine libéralisation des moeurs et du comportement ont accompagné ou suivi les réformes législatives: des institutions de femmes et pour femmes ont été développées.

Dans les zones rurales d'Afghanistan, les femmes restées au pays ont pris une part plus importante que par le passé dans les travaux agricoles et la gestion des affaires domestiques en l'absence des hommes, combattants, décédés ou exilés au Pakistan ou en Iran. Elles ont pris conscience d'elles-mêmes et de leurs responsabilités.

Après le renversement du gouvernement de Najibullah et l'arrivée de la résistance afghane au pouvoir à Kaboul (avril 1992) et la proclama-

tion de la République islamique, les nouveaux maîtres du pays condamneront les réformes émanées du régime défunt, d'où un retrait des femmes de la scène publique. Les partis islamistes ont une conception très rigoureuse du rôle et de la condition des femmes, basée sur la séparation, la modestie et la voile. Tout ce qui pourrait rappeler l'image d'une évolution de style occidental est considéré comme contraire à la „véritable“ condition des femmes selon le Coran, les hadith et la shariat. Une «fatwa» de la haute cour de justice de la République Islamique d'Afghanistan (janvier 1994) dit expressément dans un article 33 et dernier: «L'Afghanistan est un pays musulman. Nous avons tous lutté pendant 14 ans pour qu'un régime islamique soit instauré et appliqué dans ce pays. Et en consentant des sacrifices énormes, nous sommes venus au pouvoir. Mais 16 mois se sont écoulés et nous constatons avec stupéfaction et tristesse que les

femmes continuent à travailler dans les écoles, les bureaux, la radio et la télévision; elles se promènent dans les rues sans voiles comme auparavant. Nous demandons énergiquement au gouvernement – qui se dit islamique – de renvoyer immédiatement les femmes de la radio, de la télévision et des bureaux. De même les écoles pour jeunes filles doivent être fermées immédiatement, car ce sont en réalité des centres de prostitution et d'adultère.» (traduit du texte original en dari par Wali Nouri et Wali Seradj)

Avec l'arrivée des talibans sur la scène politique en automne 1994 à Kandahar et en septembre 1995 à Hérat, les femmes ont été tout d'abord totalement écartées de la vie publique; un certain *modus vivendi* s'est établi depuis, ne serait-ce que pour que les commerçants du bazar ne soient pas totalement privés d'une clientèle féminine.*

Références

- Centlivres-Demont, Micheline*
Afghan women in peace, war and exile
 in: Weiner Myron and Ali Banuazizi (éds.), *The State and social transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, Syracuse Univ. Press, New York, 1994, pp. 333-365.
- Christensen, Hanne*
The reconstruction of Afghanistan: a chance for rural Afghan women, United Nations UNRISD, Genève, 1990.
- Doubleday, Veronica*
Three women of Herat, Jonathan Cape, Londres, 1988.
- Dupree, Nancy H.*
The Afghan refugee family abroad: a focus on Pakistan, *Afghanistan studies journal* (Omaha), 1988 (1), pp. 29-47.
- Dupree, Nancy H.*
The present role of Afghan refugee women and children, The Hague, Bernard van Leer Foundation (Studies and evaluation papers, 7), 1992.
- Heslot, Sylvie*
Accoucheuses traditionnelles, accouchements et soins aux nouveaux-nés en Afghanistan (Le Village de Kelay Mamay, district de Baraki Rajan, province du Logar), Université de Paris VII, 2 vol., Paris, 1993.
- Howard-Merriam, Kathleen*
Afghan refugee women and their struggle for survival, in: Farr Grant and John Merriam (éds.), *Afghan resistance: the politics of survival*, Westview Press, Boulder, 1987, pp. 103-126.
- Kaldor, Kathryn*
Assisting skilled women: personal observations and considerations regarding implementation of income-generating projects for female Afghan refugees, Austrian Relief Committee assistance to skilled Afghan refugees, Peshawar, 1988.
- Moussard, Isabelle*
Afghan women culture and life: survey and a resource compilation of information, Austrian Relief Committee for Afghan refugees, Peshawar, 1987.
- Terrenoire, Marie-Odile*
Afghanistan: la guerre, les femmes et l'Islam, *Cosmopolitiques* 2, Paris, 1987.

Buchbesprechungen Comptes Rendus

Kilpatrick, Hilary

Research Lacunas in Language Teaching and Learning.

Innovative methods of teaching asian languages for communication.

Schweizer. Wissenschaftsrat, 1995.

Der vorliegende Bericht versteht sich als Ergänzung zu früheren FER (Forschungspolitische Früherkennung) Publikationen zu Westasien- und Nordafrikastudien. Eingangs untersucht er die Entwicklung der Sprachlehr- und -lernforschung in Europa sowie die Forschung zum Unterricht und Erwerb von Arabisch, Persisch und Türkisch, insbesondere in Frankreich, Deutschland und England.

Verglichen werden diese Ergebnisse mit dem Stand der Sprachlehr- und -lernforschung in der Schweiz. Aufschluss darüber gibt auch ein Bericht des Seminars «L'enseignement des langues de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord – Recherches et perspectives», das im März 1995 in Bern durchgeführt wurde.

Die Auswertung dieser Untersuchungen führt zu einer Auflistung von entsprechenden Forschungsbedürfnissen und zur Formulierung konkreter Empfehlungen für Unterricht und Erlernen asiatischer Sprachen sowie für die Sprachlehrforschung.*

Heinz Hug

Adresse

Swiss Science Council
 FER
 Inselgasse 1
 CH-3003 Bern
 Tel: 031/322 96 89
 Fax: 031/322 80 70

Samer Mohdad, Andreas

Dietrich **Zurück in Gaza.**

Buchverlag Lokwort, Bern, 1996.

Die Zelte sind nummeriert, die Männer wissen, wohin sie gehören, die meisten beschäftigen sich, versuchen, ihren absurden Alltag zu organisieren. Warum sie da sind, wie lange sie da sein werden, wissen sie nicht. Sie leben im Niemandsland, im Südlibanon, in Marj az-Zohour. 415 Palästinenser aus dem Gazastreifen und dem Westjordanland wurden im Dezember 1992 von Israel deportiert und im Niemandsland ein Jahr gefangen gehalten. Islamistische Aktivitäten wurden ihnen zum Vorwurf gemacht.

Der Berner Journalist Andreas Dietrich und der libanesische Fotograf Samer Mohdad dokumentieren in einem Schwarz-Weiss-Fotobildband den Alltag im Niemandsland.

Da ist der Hochschuldozent Mousa al-Aktan, der seine Mitgefangenen in Deutsch und Biologie unterrichtet, der Autoingenieur Adly Yaish, der mitgeholfen hat, Wasserleitungen im Lager zu legen, der Händler, der seine Produkte viel zu teuer verkauft. Die Ungewissheit der Gefangenschaft, der Wille, nicht aufzugeben und die täglichen religiösen Rituale verbinden die Männer. Deportiert aus dem besetzten Land kehren die Gefangenen später zurück ins autonome Gebiet – ein Happy End ist es aber nicht.

Text und Bildlegenden wurden ins Arabische übersetzt. Die Publikation des zweisprachigen Bändchens, die im kleinen Berner Lokwort Verlag erschien, wurde von der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe unterstützt.*

Sybille Oelliker

Halliday, Fred
Islam and the Myth of Confrontation. Religion and Politics in the Middle East. I.B.Tauris Publishers, London/New York, 1995.

«Islam» an sich erklärt noch nicht viel, denn Islam ist, wie vieles andere, ein Vorrat, aus dem geschöpft wird. So lässt sich wohl der wesentlichste Ausgangspunkt der im vorliegenden Band zusammengefassten Studien von Fred Halliday resümieren, im Rahmen derer er sich gegen einige herrschende Weisen ausspricht, die «islamische Welt» zu betrachten. Eine dieser Weisen gipfelte in allerneuester Zeit in der Konstruktion dessen, was unter dem Begriff «clash of civilizations» bekannt geworden ist, eine Konstruktion, die auf einem ebenso verbreiteten wie falschen Konzept von Zivilisation oder Kultur aufbaue, nämlich einem statischen, einer Vorstellung, Kulturen – eben auch die islamische – seien ein für allemal vorhanden und mit festen, unverbrüchlichen Eigenschaften ausgestattet.

Dieser Vorstellung stellt Halliday die Notwendigkeit einer Verbindung von der Universalität der Kriterien und dem Relativismus der regionalen Entwicklung gegenüber und exemplifiziert sie an der iranischen Revolution, am zweiten Golfkrieg, an der Menschenrechtsfrage u.a.m. Dabei wird deutlich, dass vereinheitlichende Erklärungsvorschläge für verschiedene Konflikte in Westasien immer zu kurz greifen.*

Hartmut Fähndrich